

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-KUnité-pour-construire-un-projet-national-contre-le-faux-progressisme-kirchneriste>

Argentine KUnité pour construire un projet national contre le faux "progressisme" kirchneriste.

- Argentine -
Date de mise en ligne : lundi 8 décembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Après les échecs et les trahisons de la dénommée centre-gauche, aujourd'hui la manoeuvre kirchneriste recommence dans la Capitale pour essayer d'unir les forces progressistes pour affronter Macri, comme représentation sans équivoque de la droite.

La politique des manipulations médiatiques a déjà montré ses limites en mai 2007, quand on a voulu convaincre la citoyenneté que les forces progressistes étaient celles du « Front pour la Victoire ». Coup raté : dans le même mois ses élus votaient au Congrès la loi antiterroriste et Néstor Kirchner donnait le feu vert à la plus grave décision de la politique argentine des dernières années : la deuxième privatisation du pétrole et du gaz avec la prorogation de "Cerro Dragon" et de toutes les concessions de Menem jusqu'en 2047 ; c'est-à-dire, jusqu'à l'extinction totale des ressources.

C'est pourquoi, pour ne pas répéter la même farce, il est nécessaire de mettre au clair ce que nous entendons par politique progressiste ou réactionnaire, nationale ou collaborationniste [avec les intérêts étrangers]. N'est ce pas la nouvelle droite nationale qui s'associe aux multinationales qui pillent nos ressources stratégiques non renouvelables, sans contrôle public et avec une simple déclaration sous serment ? N'est-ce pas cette nouvelle droite, avec le "capitalisme des copains", qui tire profit grâce à la mise à disposition sauvage des terres fiscales - appartenant aux peuples indigènes - et les gisements miniers et pétroliers aux amis ou aux associés des gouverneurs provinciaux ? Est-elle réellement opportune, la décision de payer au Club de Paris et aux fonds vautour, sans réviser la légitimité de la dette externe, tandis que le rapport du juge Ballesteros sur son caractère frauduleux dort dans un tiroir du Congrès ? Que dire du "TGV" comme une option à la reconstruction des chemins de fer avec des technologies et usines propres, qui peuvent générer des milliers de postes de travail et garantir une autonomie ? Où placerons nous les membres illustres et amis du « Front pour la Victoire », comme Cristóbal López, Eskenazi, le sénateur Roberto Urquía et autres grands exportateurs de céréales, qui ont escroqué le fisc de 1.700 millions de dollars sous le parapluie de la Résolution 125 ?

Le format progressiste de l'ère "K" est une mixture très particulière de droits de l'homme et d'essences du modèle néolibéral. Il suffit de rappeler qu'au nom du centre-gauche on est venu à valider des politiques économiques néolibérales les plus pures, mises en place depuis le gouvernement ménémiste, quelques autres depuis la dictature. N'est-elle toujours pas en vigueur la Loi des Entités Financières de Martínez de Hoz [ministre de la sanglante dictature Videla], qui interdit à la petite entreprise d'accéder au crédit public et continue à être au service des multinationales ? N'a-t-elle pas suffi la fuite de 26 milliards de dollars en 2001, pour éviter la fuite récente de 22 milliards de dollars en imposant un rigoureux contrôle de changes et de devises ? N'est-il pas nécessaire de rappeler l'aventure tragique de l'Alliance, avec les pots-de-vin aux sénateurs pour flexibiliser les lois sur le travail ? Ne faut-il pas de se rappeler le retour de Domingo Cavallo - août 2001 - avec des pleins pouvoirs exceptionnels votés pour les élus du « Frente Grande » pour négocier un mega-échange qui nous a coûté presque 54 milliards de dollars de plus.

Dans cette grande confusion, le gouvernement de Cristina Kirchner, qui pour certains se trouve à la frange du progressisme ou du centre-gauche, a annoncé, il y a quelques jours, une subvention aux multinationales pétrolières de 8.750 millions de dollars (Clarín, 13/11/08) et a ignoré la décision du Congrès National, en réponse aux exigences du *lobby* minier de la Barrick Gold, en mettant son veto à la loi de protection des glaciers qui avait été votée à l'unanimité par les Députés et seulement trois votes contre au Sénat. On vient de nommer - avec l'éloge et l'accolade de quelques progressistes - Débora Giorgi comme ministre de la Production. Parmi ses innombrables postes, la flambante neuve fonctionnaire fut secrétaire à l'Industrie de Fernando de la Rúa et a signé, aux côtés de José Luis Machinea, l'un des accords les plus scandaleux et nuisibles à l'intérêt de la Nation : la prorogation pour dix ans - et ceci dix ans avant l'échéance fixée par la loi - de ce qui fut le gisement de gaz vedette du pays : « Loma La Lata ». Ses réserves millionnaires, évaluées à plus de 10 milliards de dollars, ont été cédées pour 300 millions de dollars et seulement 12 % à titre de rente devront être payés.

Argentine KUnité pour construire un projet national contre le faux "progressisme" kirchneriste.

Pour donner une idée du niveau de colonialisme rampant de l'accord, il suffit de citer l'article 1.3 :

"L'État National et la Province garantissent que pendant la validité de la prorogation de la Concession (...) ils maintiendront YPF indemne face à toute réclamation ou action de tiers ou décision ou changement législatif qui puisse affecter ou modifier le régime de concession qui régit la zone de la « Loma la Lata-Sierra Barrosa », en s'engageant à la maintenir dans le plein exercice de ses droits".

Est-ce que ce ne sont pas des raisons suffisantes pour délimiter ce qu'est la droite ou la gauche en Argentine et qui sont les personnes crédibles face aux citoyens ? Dans les décennies récentes et jusqu'à maintenant, les politiques détournées et les pirouettes des opportunistes sont devenues monnaie courante. L'être humain et les élites de la nation peuvent commettre des erreurs et nous les avons tous commis ; mais il est précis/nécessaire de les corriger avec des actions autocritiques et des engagements publics qui les surpassent.

Cependant, il y a des choses qui sont inadmissibles. L'une d'elles est la trahison du mandat des urnes et l'autre, les campagnes médiatiques ou les accords dans le dos du peuple, en esquivant le débat ouvert d'idées. Tout a ses limites : nous parlons d'un débat qui exclut nécessairement ceux qui ont été les protagonistes de la « remise de cadeaux » et de la corruption d'hier ou d'aujourd'hui. La crise mondiale actuelle est grave et exige des réponses créatrices, poussées avec grandeur et cohérence, en rejetant toute tentative d'obtenir des bénéfices personnels ou pour un groupe avec des ressources publiques et sociales, au coût de la souffrance d'une grande partie de nos compatriotes. Le débat doit inclure alors les politiques à suivre, notamment, celles avec les sociétés minières, pétrolières et exportatrices de céréales, favorisées une rente qui appartient à tous les argentins.

Est indispensable le débat et la définition d'un projet authentique national, capable d'être un intégrateur de nos potentialités, désirs et volonté d'évolution, sous une forme créative et autonome dans la région. Il est temps que nous apportons tous à son dessin et construction. La tâche est immense et aucune force politique ou sociale ne se trouve dans la capacité de faire face à cela de façon isolée. Par ces raisons, Proyecto Sur propose à ceux qui se sentent en adhésion avec un espace progressiste, national et populaire, une Table de Dialogue pour la construction d'un Projet National.

L'unité que nous proposons ne se réduit pas au simple dessein électoral ni ne se base sur la distribution de responsabilités ou de places dans une liste. Nous proposons de construire une force politique, sociale et culturelle qui est capable d'impulser un projet émancipateur dans la possibilité concrète de récupérer les recours stratégiques et de démocratiser les institutions, comme le pas indispensable pour finir avec l'indigence, la faim et la dégradation de l'environnement. Il s'agit de retrouver et respecter la crédibilité de notre peuple.

Cinéaste et dirigeant de *Proyecto Sur*

[Página 12](#) . Buenos Aires, le 8 décembre 2008.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi